

Appui du public à l'égard des programmes de garde d'enfants au Canada



Environics Institute

For Survey Research

L'Environics Institute for Survey Research a été créé en 2006 en tant qu'organisme indépendant sans but lucratif pour promouvoir des recherches sociales et sur l'opinion publique pertinentes et originales portant sur des questions importantes de politique publique et de changement social. C'est grâce à de telles recherches que les organisations et les particuliers peuvent mieux comprendre le Canada aujourd'hui, comment il a évolué et vers quoi il se dirige.



Le YMCA est un organisme de bienfaisance qui répond aux besoins des collectivités à l'échelle locale depuis plus de 170 ans. Aujourd'hui, le YMCA offre ses services à plus de 2 millions de personnes chaque année, et ce, dans plus de 1 000 centres et lieux d'intervention dans neuf provinces. Le YMCA offre une grande variété de programmes et services qui reflètent les besoins uniques des communautés et qui offrent à des gens de tous âges et de toutes les étapes de vie les moyens de libérer leur plein potentiel.



YWCA Canada est la plus ancienne et la plus grande organisation œuvrant pour l'équité des genres au pays. Depuis 1873, nous agissons comme leader national dans le plaidoyer pour les droits des femmes et des filles. En tant qu'organisation de bienfaisance laïque, nous menons des changements systémiques en misant sur un plaidoyer puissant, la collaboration et des programmes qui répondent à des besoins urgents et font progresser l'équité des genres à long terme.

Date de publication : Juillet 2025

environicsinstitute.org

info@environicsinstitute.org

33, rue Bloor Est, bureau 701
Toronto (Ontario) M4W 3H1



ymca.ca/fr

services@ymca.ca

1, rue Richmond Ouest,
bureau 600
Toronto (Ontario) M5H 3W4



À propos du sondage

Le sondage national du YMCA-YWCA sur les politiques en matière de services de garde d'enfants au Canada a été mené par l'Environics Institute for Survey Research, en partenariat avec YMCA Canada et YWCA Canada. Le sondage a été réalisé en ligne entre le 28 janvier et le 19 février 2025 auprès d'un échantillon de 4 004 adultes canadiens. L'échantillon non pondéré comprenait une surreprésentation des adultes de moins de 45 ans, ainsi que des résidentes et résidents de plus petites provinces. Les résultats du sondage présentés ici sont pondérés en fonction de l'âge, du sexe, de la région et du niveau d'éducation afin d'être représentatifs de la population adulte canadienne.

Les résultats complets du sondage sont disponibles sur le site Internet de l'Environics Institute à l'adresse suivante : [Environics Institute website](#).

Remerciements

L'Environics Institute for Survey Research tient à remercier YMCA Canada et YWCA Canada pour avoir mis en œuvre et appuyé ce projet, et pour leurs commentaires à toutes les étapes de la recherche. Il aimerait également remercier M^{mes} Adrienne Davidson et Shannon Dinan, professeures, pour leurs conseils concernant la recherche sur les services de garde et la politique sociale.



Table des matières

Sommaire	<u>1</u>
Sommaire	<u>2</u>
Points saillants	<u>4</u>
Introduction	<u>6</u>
Partie 1 : L'appui du public à l'égard des programmes de garde d'enfants	<u>7</u>
Vision du Canada	<u>8</u>
Avantages des programmes de garde d'enfants	<u>10</u>
Soutien du gouvernement aux parents	<u>11</u>
Raisons pour lesquelles les personnes appuient les programmes et prestations pour les services de garde d'enfants	<u>13</u>
Équité du financement du gouvernement pour les services de garde d'enfants	<u>16</u>
Partie 2 : L'appui envers les programmes de garde d'enfants comparativement à celui pour d'autres politiques	<u>17</u>
Priorités des dépenses publiques	<u>18</u>
Mesures politiques pour rendre la vie plus abordable pour les parents	<u>21</u>
Financement des milieux de garde ou allègements fiscaux	<u>25</u>
Partie 3 : Des services de garde d'enfants abordables et accessibles	<u>28</u>
Accéder aux services de garde d'enfants	<u>29</u>
Faciliter le rôle des parents	<u>31</u>
Le programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE)	<u>33</u>
Conclusion	<u>37</u>

Sommaire



Sommaire

Les gouvernements au Canada jouent un rôle de plus en plus actif dans le soutien à la mise en œuvre des programmes de garde d'enfants. L'investissement public dans les services de garde d'enfants contribue à l'avancement d'un certain nombre d'objectifs, notamment de rendre le rôle parental plus abordable pour les familles; de favoriser l'égalité des sexes en facilitant le retour des femmes sur le marché du travail après une période initiale de congé de maternité; d'élargir les possibilités d'apprentissage pour les jeunes enfants; et de mieux préparer les enfants pour l'école.

Le présent rapport explore l'étendue de l'appui du public à l'égard des programmes de garde d'enfants subventionnés par le gouvernement au Canada. Il présente les résultats d'un vaste sondage d'opinion publique sur le sujet mené au début de 2025 par l'Environics Institute for Survey Research, en partenariat avec YMCA Canada et YWCA Canada.

Le sondage révèle que, d'une manière générale, le public appuie largement les politiques visant à rendre plus abordables et plus accessibles des programmes de garde d'enfants de haute qualité pour les enfants d'âge préscolaire. Par exemple, une grande majorité de répondantes et répondants (un peu plus de quatre personnes sur cinq) est d'accord avec l'idée que « le Canada devrait être un pays où des services de garde abordables et de haute qualité pour les jeunes enfants sont accessibles à tous les parents qui en ont besoin ». En outre, trois Canadiennes et Canadiens sur quatre affirment que les enfants d'âge préscolaire de leur communauté bénéficient de la participation à des programmes de services de garde d'enfants en dehors de la maison.

Le sondage révèle que, d'une manière générale, le public appuie largement les politiques visant à rendre plus abordables et plus accessibles des programmes de garde d'enfants de haute qualité pour les enfants d'âge préscolaire.

Deux autres résultats se démarquent particulièrement. Premièrement, malgré les préoccupations actuelles concernant le coût de la vie, l'appui à l'égard des dépenses du gouvernement en matière de garde d'enfants rivalise avec celui accordé aux réductions d'impôts. Lorsque les répondantes et répondants ont été interrogés sur les mesures que les gouvernements pourraient prendre pour rendre la vie plus abordable pour les parents de jeunes enfants, l'augmentation du financement pour les services de garde et la réduction du taux global de l'impôt sur le revenu obtiennent des niveaux similaires de soutien public. En outre, lorsqu'on a demandé aux Canadiennes et Canadiens de choisir, ils ont préféré largement le maintien des subventions du gouvernement aux services de garde à leur suppression pour financer des réductions d'impôts.



Deuxièmement, les priorités du public en matière de dépenses du gouvernement sont fortement liées à l'âge, les Canadiennes et Canadiens plus âgés accordant beaucoup plus d'importance à la nécessité d'augmenter le financement des soins de santé et des services aux personnes âgées, et moins d'importance à des programmes tels que la garde d'enfants et l'éducation, qui profitent plus directement aux jeunes familles. Avec le vieillissement de la société et l'augmentation du poids politique des générations plus âgées dans la population, ces différences entre les priorités des Canadiennes et Canadiens plus âgés et plus jeunes constituent un facteur d'importance croissante dans la prise de décisions des gouvernements.

Enfin, une majorité de Canadiennes et de Canadiens appuie le programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE), qui fournit un financement fédéral aux provinces et aux territoires afin qu'ils puissent, à leur tour, travailler avec les fournisseurs pour accroître l'accès à des places en garderie à un coût moyen de 10 \$ par jour pour les parents. Bien que l'appui soit plus important chez les parents de jeunes enfants, une majorité de ceux qui n'ont pas d'enfants soutient également le programme. Les opinions sur le programme sont fortement liées aux opinions sur le rôle approprié ou la taille du gouvernement, ceux qui sont en faveur d'un gouvernement de plus grande taille appuyant davantage le programme. Il est toutefois à noter que même les personnes qui préfèrent que le gouvernement joue un rôle moins important ou qui ont une vision plus négative des impôts soutiennent le programme d'AGJE.

Points saillants

- Une grande majorité de Canadiennes et de Canadiens (83 %) est d'accord avec l'idée que « le Canada devrait être un pays où des services de garde abordables et de haute qualité pour les jeunes enfants sont accessibles à tous les parents qui en ont besoin ».
- Trois Canadiennes et Canadiens sur quatre (75 %) affirment que les enfants d'âge préscolaire de leur communauté bénéficient de la participation à des services de garde d'enfants en dehors de la maison.
- Lorsque les répondantes et répondants ont été invités à choisir, parmi deux affirmations, celle qui se rapproche le plus de leur propre opinion, 55 % ont déclaré être d'accord avec l'idée que « les gouvernements devraient aider les parents de jeunes enfants à payer les frais de garde, afin qu'il soit plus abordable pour les gens d'avoir des enfants ». Toutefois, une minorité significative (36 %) se range plutôt du côté de l'opinion opposée, à savoir que « si les gens veulent avoir des enfants, ils devraient être prêts à payer eux-mêmes la totalité des frais de garde ».
- Selon les Canadiennes et Canadiens, les raisons les plus importantes pour lesquelles le gouvernement devrait financer les programmes de garde d'enfants sont de veiller à ce que les mères puissent retourner au travail après avoir eu des enfants (48 %), de rendre la vie plus abordable pour les parents (44 %) et d'offrir aux enfants plus de possibilités de commencer à apprendre en bas âge (42 %).
- La proportion de Canadiennes et de Canadiens qui souhaitent *plus* de dépenses dans les services de garde d'enfants est supérieure à celle des Canadiennes et Canadiens qui souhaitent *moins* de dépenses, dans une proportion de deux pour un. Néanmoins, cette proportion de personnes qui souhaitent plus de dépenses dans les services de garde d'enfants est plus faible que celle pour d'autres programmes tels que les soins de santé, le logement ou l'éducation.
- Les priorités du public en matière de dépenses du gouvernement diffèrent significativement selon l'âge. Dans deux domaines – les soins de santé et les services sociaux pour les personnes âgées – l'appui à l'égard de dépenses plus élevées est plus important chez les personnes âgées que chez les jeunes. Dans trois autres domaines – l'éducation, les services sociaux pour les enfants et les adolescentes et adolescents ainsi que les services de garde d'enfants – c'est l'inverse qui se produit, l'appui à l'égard de dépenses plus élevées étant plus important chez les personnes plus jeunes.

75 %

des Canadiennes et Canadiens affirment que les enfants d'âge préscolaire de leur communauté **bénéficient de la participation à des services de garde d'enfants en dehors de la maison.**



- Quatre Canadiennes et Canadiens sur cinq déclarent qu'il est important que les gouvernements augmentent le financement des services qui soutiennent les familles dont des enfants sont en situation de handicap, afin que ces enfants aient les mêmes possibilités que les autres enfants au Canada.
- Parmi les mesures que les gouvernements peuvent prendre afin de rendre la vie plus abordable pour les parents de jeunes enfants, l'augmentation du financement des milieux de garde et la réduction du taux général d'impôts sur le revenu obtiennent des niveaux d'appui similaires, environ sept Canadiennes et Canadiens sur dix déclarant que chacune d'entre elles est importante.
- Lorsque les répondantes et répondants ont été invités à choisir entre les deux mesures, la préférence pour le maintien du financement public des services de garde d'enfants (61 %) l'emporte largement sur celle relative à l'obtention d'un allègement fiscal pour tous les parents (26 %).
- Environ une Canadienne ou un Canadien sur deux déclare qu'il est très difficile ou assez difficile pour les parents de leur communauté de trouver des services de garde d'enfants abordables et de qualité, contre 29 % qui déclarent qu'il est assez facile ou très facile de le faire.
- Parmi une liste de différents types de services ou d'aide, les parents sont plus susceptibles de choisir l'accès à des services de garde d'enfants abordables comme élément qui leur aurait grandement facilité leur rôle de parent d'un jeune enfant.

61 %

des personnes interrogées préfèrent maintenir le financement public pour les services de garde

26 %

préfèreraient donner à tous les parents un allègement fiscal

- Au moment de l'enquête, au début de 2025, une Canadienne ou un Canadien sur deux déclarait avoir entendu ou lu quelque chose sur le programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE), qui verse des fonds fédéraux aux provinces et aux territoires afin qu'ils puissent, à leur tour, collaborer avec les fournisseurs pour offrir aux parents davantage de places en service de garde à 10 \$ par jour en moyenne.
- Une majorité de Canadiennes et de Canadiens (68 %) appuient le programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE). Le programme est appuyé par des majorités de parents et de personnes sans enfants.

Introduction

L'objectif du sondage national du YMCA-YWCA sur les politiques en matière de garde d'enfants au Canada était d'explorer l'étendue de l'appui du public envers les programmes de garde d'enfants subventionnés par le gouvernement au Canada, ainsi que les principaux facteurs qui influencent cet appui. Le sondage comportait des questions sur les priorités en matière de dépenses du gouvernement; sur l'appui envers l'objectif général de rendre les programmes de garde d'enfants plus abordables et plus accessibles; et sur l'appui envers le récent programme du gouvernement fédéral dans ce domaine. En outre, le sondage a examiné comment l'appui à l'égard dépenses gouvernementales pour les programmes de garde d'enfants se compare directement à l'appui à l'égard d'autres mesures d'aide aux parents, y compris les réductions d'impôts. Enfin, il a interrogé les parents sur leur expérience dans leur rôle de parent de jeunes enfants, notamment sur les formes d'aide qui leur auraient facilité la tâche.

Les résultats du sondage sont présentés dans ce rapport en trois sections : la première porte sur l'appui du public envers les programmes de garde d'enfants en général; la deuxième examine l'appui à l'égard des programmes de garde d'enfants par rapport à d'autres politiques; et la troisième porte plus spécifiquement les opinions du public sur le programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE).



L'objectif du sondage national du YMCA-YWCA sur les politiques en matière de garde d'enfants au Canada était d'explorer l'étendue de l'appui du public envers les programmes de garde d'enfants subventionnés par le gouvernement au Canada, ainsi que les principaux facteurs qui influencent cet appui.

Partie 1 : L'appui du public à l'égard des programmes de garde d'enfants

Introduction

Les Canadiennes et Canadiens appuient largement les programmes de garde d'enfants, une grande majorité d'entre eux estimant que le Canada devrait être un pays où des services de garde d'enfants abordables et de qualité sont disponibles pour les parents qui en ont besoin, et que les jeunes enfants bénéficient de la participation à des services de garde d'enfants en dehors de la

maison. Selon les Canadiennes et Canadiens, les raisons les plus importantes pour lesquelles le gouvernement doit financer les programmes de garde d'enfants sont de veiller à ce que les mères puissent retourner au travail après avoir eu des enfants, de rendre la vie plus abordable pour les parents et d'offrir aux enfants plus de possibilités de commencer à apprendre en bas âge.



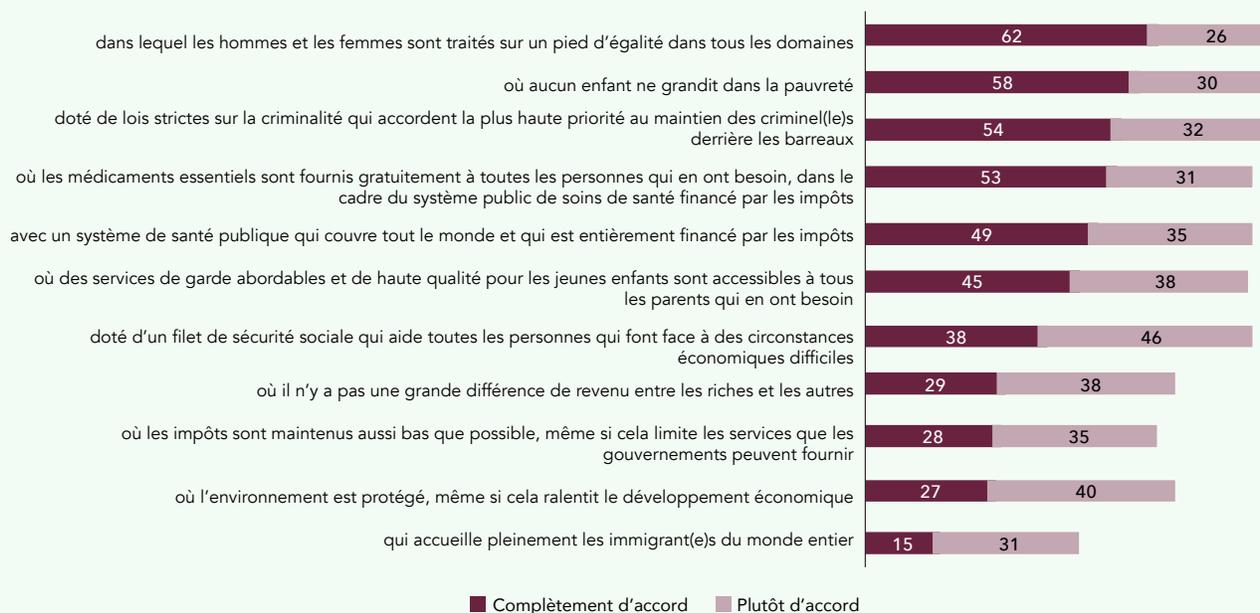
Vision du Canada

Lorsque les répondantes et répondants ont été interrogés sur leur propre vision pour le Canada, une grande majorité d'entre eux (83 %) se disent d'accord avec l'idée que « le Canada devrait être un pays où des services de garde abordables et de haute qualité pour les jeunes enfants sont accessibles à tous les parents qui en ont besoin ». Parmi eux, 45 % sont complètement d'accord et 38 % sont plutôt d'accord. Seulement 12 % des personnes interrogées sont plutôt en désaccord ou complètement en désaccord.

Plusieurs autres objectifs ont obtenu un appui un peu plus marqué. En tête de la liste des 11 points mentionnés dans le sondage figure l'égalité entre les sexes – avec 62 % des Canadiennes et des Canadiens étant complètement d'accord pour dire que le Canada devrait être un pays dans lequel les hommes et les femmes sont traités sur un pied d'égalité dans tous les domaines. Presque autant de répondantes et répondants (58 %) sont complètement d'accord pour dire que le Canada devrait être un pays où aucun enfant ne grandit dans la pauvreté. Environ une personne sur deux soutient fermement les objectifs liés à l'offre d'un système de santé publique et au maintien d'une faible criminalité.

Figure 1

Êtes-vous d'accord ou en désaccord pour dire que le Canada devrait être un pays...



Q: Nous aimerions vous interroger sur votre propre vision pour le Canada. Pour chacun des six énoncés suivants, veuillez nous indiquer si vous êtes d'accord ou en désaccord pour dire qu'il décrit le type de pays que le Canada devrait être.

* Toutes les répondantes et tous les répondants ont été interrogés sur 5 des 10 affirmations, sélectionnées au hasard. Ils ont tous été interrogés sur les services de garde.



Seulement 28 % des personnes interrogées se disent complètement d'accord avec l'énoncé selon lequel le Canada devrait être un pays où les impôts sont maintenus aussi bas que possible, même si cela limite les services que les gouvernements peuvent fournir.

D'autres objectifs n'ont pas obtenu autant d'appui que les services de garde d'enfants abordables et de qualité, notamment les objectifs relatifs à la protection de l'environnement et à l'accueil des immigrantes et immigrants. En outre, il importe de souligner que seulement 28 % des personnes interrogées se disent complètement d'accord avec l'énoncé selon lequel le Canada devrait être un pays où les impôts sont maintenus aussi bas que possible, même si cela limite les services que les gouvernements peuvent fournir.

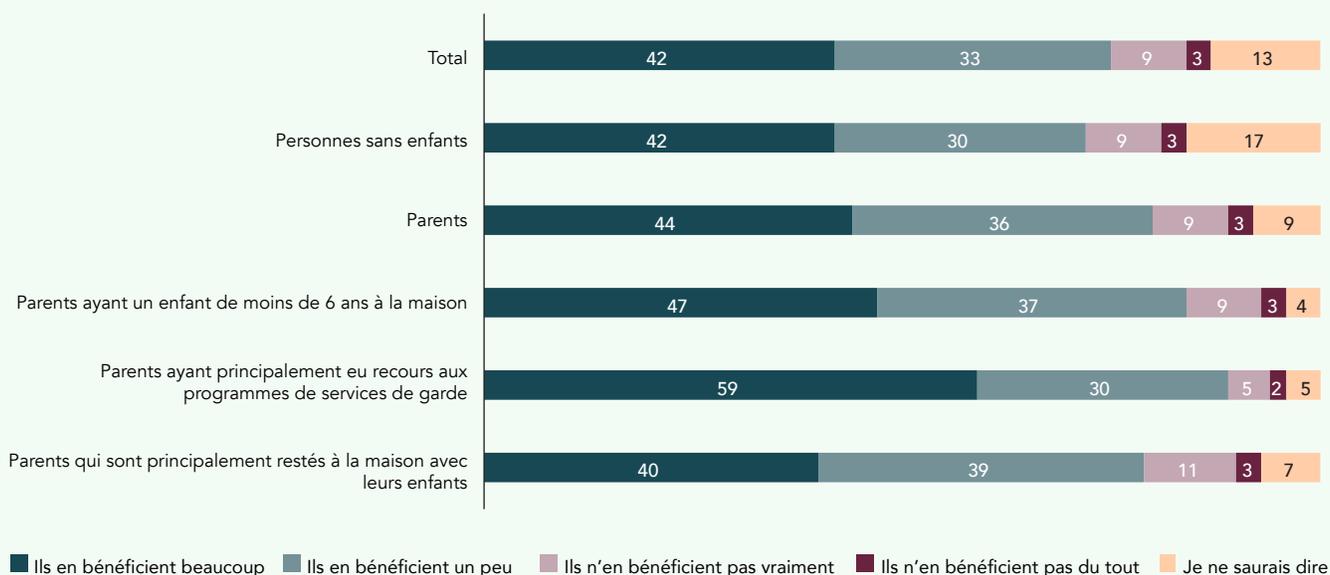
Il y a peu de différence dans la mesure selon laquelle les parents et les personnes sans enfants se disent d'accord avec l'énoncé selon lequel « le Canada devrait être un pays où des services de garde abordables et de haute qualité pour les jeunes enfants sont accessibles à tous les parents qui en ont besoin » – 46 % des répondantes et répondants dans chaque groupe sont complètement d'accord.

Avantages des programmes de garde d'enfants

Il existe également un large consensus sur le fait que les jeunes enfants bénéficient de la participation à des programmes de services de garde en dehors de la maison. Trois Canadiennes et Canadiens sur quatre (75 %) affirment que les enfants d'âge préscolaire de leur communauté bénéficient beaucoup (42 %) ou un peu (33 %) de la participation à ces programmes. Seulement 12 % des personnes interrogées pensent que les enfants n'en bénéficient pas vraiment ou pas du tout (un autre 13 % ne se prononce pas).

Figure 2

Les enfants bénéficient-ils de la participation à des programmes de services de garde en dehors de la maison?



Q: Les prochaines questions portent sur les services de garde pour les enfants de votre communauté. De manière générale, pensez-vous que les enfants qui ne sont pas encore en âge d'aller à l'école bénéficient beaucoup, un peu, pas vraiment ou pas du tout de la participation à des programmes de services de garde en dehors de la maison?

La proportion de personnes qui déclarent que les jeunes enfants bénéficient *beaucoup* de la participation à des programmes de services de garde en dehors de la maison est un peu plus élevée chez les parents ayant un enfant de moins de six ans à la maison (47 %) et chez les parents qui ont utilisé ces programmes comme principale façon de faire garder leurs enfants lorsque ceux-ci étaient jeunes (59 %). Cependant, une grande majorité des personnes sans enfants et des parents qui sont principalement restés à la maison avec leurs enfants lorsqu'ils étaient jeunes pensent également que les enfants bénéficient beaucoup ou un peu de la participation aux programmes de services de garde.

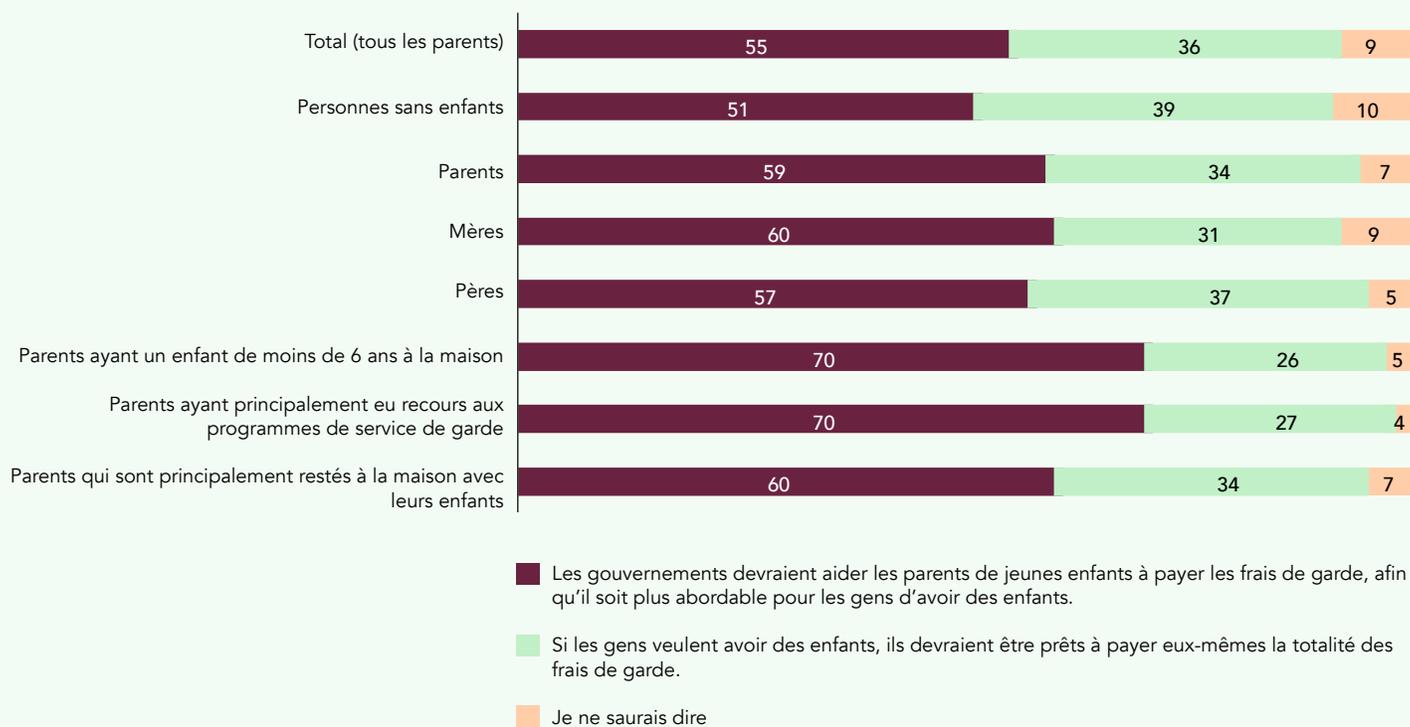
Soutien du gouvernement aux parents

L'idée que les gouvernements devraient financer les programmes de garde d'enfants repose sur le principe plus général selon lequel la société dans son ensemble a intérêt à soutenir les jeunes couples qui choisissent d'avoir des enfants. Une majorité de Canadiennes et de Canadiens soutiennent ce principe, mais pas de manière unilatérale.

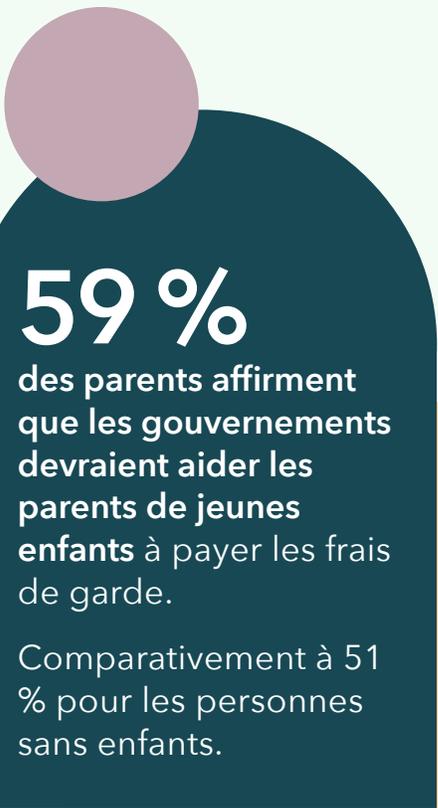
Lorsque les répondantes et répondants ont été invités à choisir, parmi deux affirmations, celle qui se rapproche le plus de leur propre opinion, 55 % se disent favorables à l'idée que « les gouvernements devraient aider les parents de jeunes enfants à payer les frais de garde, afin qu'il soit plus abordable pour les gens d'avoir des enfants ». Toutefois, une minorité significative (36 %) se range plutôt du côté de l'opinion opposée, à savoir que « si les gens veulent avoir des enfants, ils devraient être prêts à payer eux-mêmes la totalité des frais de garde ». Un autre 9 % des personnes interrogées ne choisissent ni l'une ni l'autre mesure.

Figure 3

Les gouvernements devraient-ils aider les parents à payer les frais de garde?



Q: Lequel des deux énoncés suivants se rapproche le plus de votre opinion?



59 %

des parents affirment que les gouvernements devraient aider les parents de jeunes enfants à payer les frais de garde.

Comparativement à 51 % pour les personnes sans enfants.

La proportion de personnes estimant que les gouvernements devraient aider les parents de jeunes enfants à payer les frais de garde est plus élevée au Québec (63 %) que dans le reste du pays (53 %). La proportion de ceux qui pensent plutôt que les parents devraient être prêts à payer eux-mêmes la totalité des frais de garde est plus élevée que la moyenne en Alberta (44 %) et en Saskatchewan (42 %).

Les opinions sur cette question reflètent aussi fortement l'orientation générale des gens sur le rôle du gouvernement dans la société. Parmi les personnes qui sont en faveur d'un gouvernement de plus grande taille offrant plus de services, la proportion de celles qui estiment que les gouvernements devraient aider les parents (69 %) dépasse largement la proportion de celles qui estiment que les parents devraient payer eux-mêmes la totalité des frais de garde de leurs enfants (27 %). En revanche, parmi les personnes en faveur d'un gouvernement de plus petite taille offrant moins de services, seule une minorité est d'accord pour dire que les gouvernements devraient aider les parents (42 %), tandis qu'une majorité (53 %) préfère que les parents paient eux-mêmes la totalité des frais de garde de leurs enfants.

Les opinions sont moins fortement liées au fait d'avoir ou non des enfants. Bien que les parents soient un peu plus susceptibles que les personnes sans enfants de dire que les gouvernements devraient aider les parents de jeunes enfants à payer les frais de garde (59 % contre 51 %), les deux groupes sont plus susceptibles de favoriser cette option que celle consistant à ce que les parents paient eux-mêmes la totalité des frais de garde.

Il existe cependant une relation entre les opinions sur le rôle du gouvernement dans l'aide aux jeunes parents et l'intérêt des jeunes adultes à avoir des enfants. Parmi les personnes de moins de 45 ans qui n'ont pas d'enfants, mais qui aimeraient en avoir dans l'avenir, 63 % sont d'accord avec l'idée que les gouvernements devraient aider les parents de jeunes enfants à payer les frais de garde. Parmi leurs homologues qui ne souhaitent pas avoir d'enfants, cette proportion est plus faible, à savoir 47 %.

Raisons pour lesquelles les personnes appuient les programmes et prestations pour les services de garde d'enfants

Alors que beaucoup de Canadiennes et de Canadiens appuient les dépenses du gouvernement en matière de garde d'enfants, les raisons qui les poussent à le faire peuvent varier. Par exemple, certains souhaitent que le fait d'avoir des enfants soit plus abordable pour les parents; d'autres s'inquiètent de la capacité des mères à retourner au travail après avoir eu des enfants; d'autres encore se concentrent sur les avantages des programmes d'apprentissage précoce pour les jeunes enfants.

Une personne peut être d'accord avec le fait que plusieurs de ces objectifs, voire tous, sont importants dans une certaine mesure. C'est pourquoi le sondage a demandé aux Canadiennes et Canadiens de dire si chacun des six objectifs particuliers était important et essentiel, important, mais pas essentiel, ou pas très important.

Parmi les six raisons mentionnées, celle qui est la plus susceptible d'être considérée comme importante et essentielle est liée aux mères et au travail : 48 % des personnes interrogées déclarent qu'il est important et essentiel de « veiller à ce que les femmes qui travaillent puissent retourner au travail après avoir eu des enfants ».

Deux autres raisons sont presque aussi susceptibles d'être considérées comme importantes et essentielles : rendre la vie plus abordable pour les parents (44 %); et offrir aux enfants plus de possibilités de commencer à apprendre et à se préparer à l'école en bas âge (42 %).

48 % des personnes interrogées déclarent qu'il est important et essentiel de « veiller à ce que les femmes qui travaillent puissent retourner au travail après avoir eu des enfants ».

Figure 4

Raisons pour lesquelles les gouvernements devraient fournir un financement pour les services de garde



Q: Voici une liste de possibles raisons pour lesquelles les gouvernements devraient investir dans des programmes de services de garde et des allocations de garde d'enfants pour les parents. Selon vous, dans quelle mesure chacune des raisons suivantes est-elle importante pour que les gouvernements octroient ce financement?

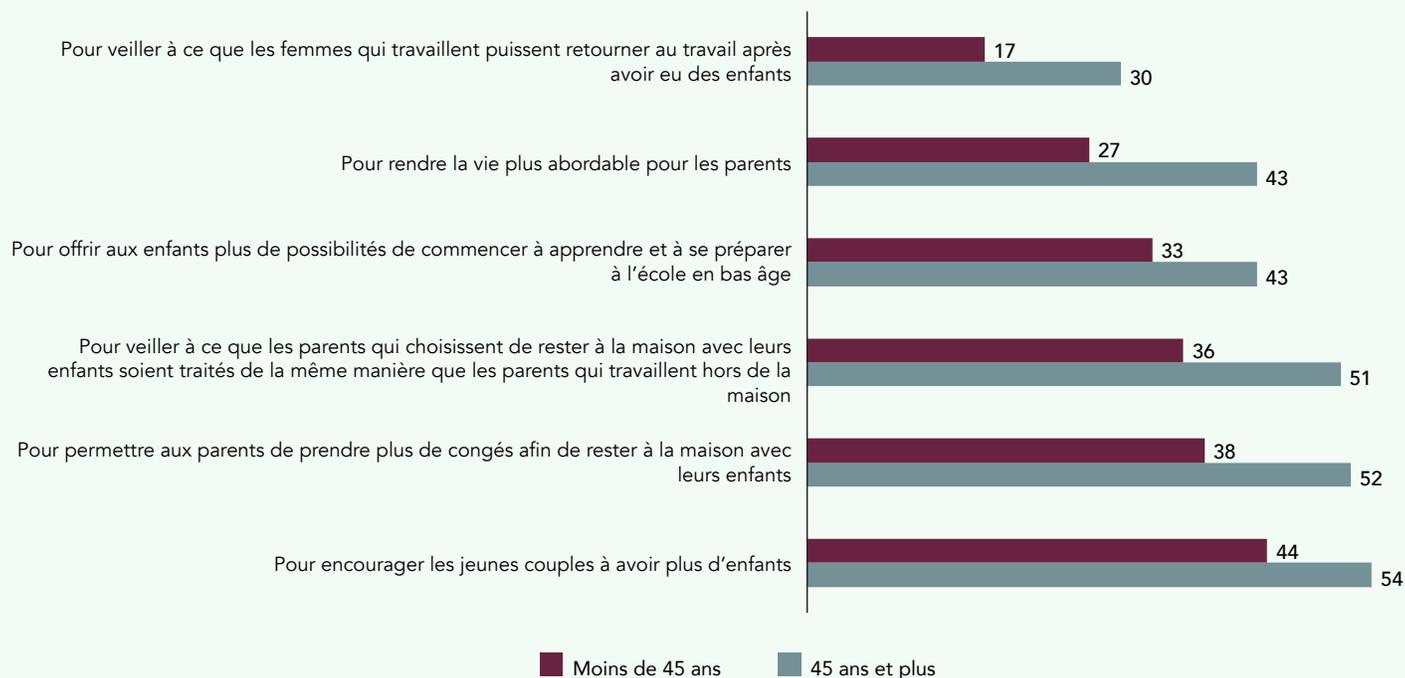
Deux autres raisons sont quelque peu moins susceptibles d'être considérées comme importantes et essentielles, bien qu'au moins une Canadienne ou un Canadien sur trois exprime encore ce point de vue : pour veiller à ce que les parents qui choisissent de rester à la maison avec leurs enfants soient traités de la même manière que les parents qui travaillent hors de la maison (37 %); et pour permettre aux parents de prendre plus de congés afin de rester à la maison avec leurs enfants (34 %).

Une raison se démarque comme étant la moins susceptible d'être perçue comme étant importante et essentielle : seulement 22 % des Canadiennes et des Canadiens pensent qu'il est important et essentiel d'encourager les jeunes couples à avoir plus d'enfants. Cependant, cette raison est plus susceptible d'être considérée comme importante et essentielle au Québec (35 %) que dans le reste du pays (19 %).

Chacune de ces raisons est généralement plus susceptible d'être considérée comme importante et essentielle par les parents, comparativement à ceux qui n'ont pas d'enfants; et par les femmes, comparativement aux hommes. Il est à noter qu'elles sont également plus susceptibles d'être considérées comme importantes et essentielles par les jeunes (moins de 45 ans) que par leurs homologues plus âgés (45 ans et plus).

Figure 5

Raisons pour lesquelles les gouvernements devraient fournir un financement pour les services de garde, par âge



Q: Voici une liste de possibles raisons pour lesquelles les gouvernements devraient investir dans des programmes de services de garde et des allocations de garde d'enfants pour les parents. Selon vous, dans quelle mesure chacune des raisons suivantes est-elle importante pour que les gouvernements octroient ce financement?

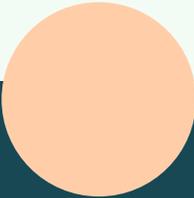
Il n'y a pas beaucoup de différences d'opinions entre les groupes sur les objectifs particuliers qui sont les plus importants – les différents groupes de la société ayant des priorités contrastées. La tendance montre plutôt que tous les objectifs sont plus importants pour certains groupes (notamment les parents, les femmes et les jeunes adultes) que pour d'autres.

Équité du financement du gouvernement pour les services de garde d'enfants

Si de nombreux parents font appel à des programmes de garde d'enfants pour s'occuper de leurs enfants au cours des années précédant leur entrée à l'école, d'autres choisissent de rester à la maison avec leurs enfants ou font appel à d'autres membres de la famille ou à des amis pour s'occuper de leurs enfants à la maison. Par conséquent, il est possible que certains considèrent le financement du gouvernement pour les services de garde d'enfants comme injuste, puisqu'il ne profite qu'à ceux qui utilisent ces services. Toutefois, la plupart des Canadiennes et Canadiens n'expriment pas cette préoccupation.

L'enquête révèle qu'un peu plus d'une Canadienne ou d'un Canadien sur deux (54 %) est d'avis que « le financement public visant à créer des places en service de garde plus abordables est juste, car il permet aux parents de retourner plus facilement au travail après avoir eu des enfants, s'ils le souhaitent ». Une personne sur trois (33 %) est d'avis contraire, soit que « le financement public visant à créer des places en service de garde plus abordables n'est pas juste, car il ne profite qu'aux parents qui choisissent de retourner au travail après avoir eu des enfants, et non aux parents qui restent à la maison ». Un autre 13 % des personnes interrogées ne soutiennent ni l'un ni l'autre de ces avis.

Les parents (57 %), en particulier ceux qui ont un enfant plus jeune à la maison (61 %), sont un peu plus susceptibles que ceux qui n'ont pas d'enfants (51 %) de dire que le financement public des services de garde d'enfants est équitable à cet égard. Cette proportion est également plus élevée chez les parents qui ont principalement eu recours aux services de garde ou aux écoles maternelles pour la garde de leurs enfants lorsqu'ils étaient en bas âge (72 %). Cependant, même une majorité des personnes qui sont principalement restées à la maison lorsque leurs enfants étaient en bas âge (54 %) affirment que le financement public des services de garde d'enfants est juste, bien qu'une plus grande minorité de ce groupe (40 %) ne soit pas d'accord et considère qu'il n'est pas juste.



54 %

des Canadiennes et Canadiens affirment que « le financement public visant à créer des places en service de garde plus abordables est juste, car il permet aux parents de retourner plus facilement au travail après avoir eu des enfants, s'ils le souhaitent ».

Partie 2 :

L'appui envers les programmes de garde d'enfants comparativement à celui pour d'autres politiques

Introduction

La proportion de Canadiennes et de Canadiens qui aimeraient voir plus de dépenses pour les services de garde d'enfants dépasse la proportion de ceux qui aimeraient voir moins de dépenses, dans une proportion de deux pour un. Néanmoins, cette proportion de répondantes et répondants qui préféreraient plus de dépenses pour les services de garde d'enfants est plus faible que pour d'autres domaines tels que les soins de santé et les

services aux personnes âgées. Des majorités sont à la fois en faveur de l'augmentation du financement public des services de garde et des réductions d'impôts comme politiques visant à rendre la vie plus abordable pour les parents. Toutefois, lorsqu'on leur demande de choisir entre les deux, la préférence pour le maintien du financement public des services de garde d'enfants l'emporte nettement sur celle pour les réductions d'impôts.

Priorités des dépenses publiques

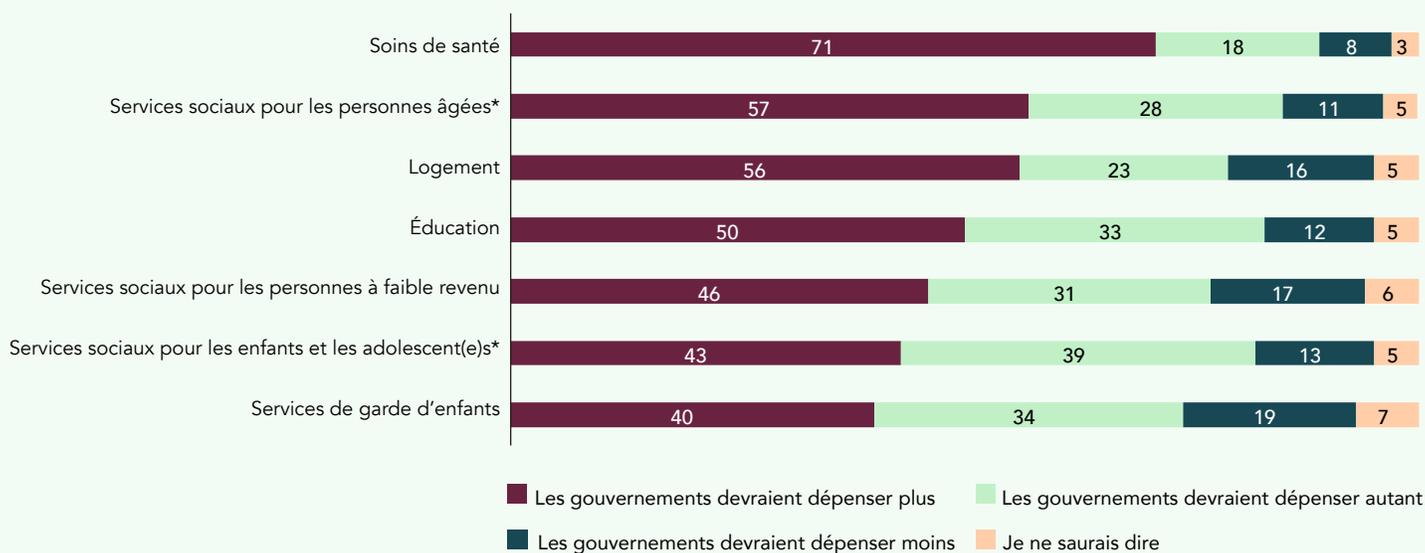
L'appui envers les programmes de garde d'enfants en principe ne signifie pas nécessairement que ces programmes sont la priorité absolue du public – ou qu'ils sont préférés à d'autres types de politiques (telles que les dépenses dans d'autres domaines ou les réductions d'impôts). Le sondage a donc examiné comment l'appui envers les dépenses publiques en matière de programmes et de prestations de garde d'enfants se comparait à l'appui envers d'autres mesures politiques.

Pour commencer, les Canadiennes et Canadiens ont été invités à indiquer si les gouvernements du Canada devraient dépenser plus, moins ou autant dans un certain nombre de domaines différents (en gardant à l'esprit que l'augmentation des services pourrait signifier une augmentation des impôts).

La proportion de Canadiennes et de Canadiens qui aimeraient voir une augmentation des dépenses en matière de garde d'enfants (40 %) dépasse la proportion de ceux qui souhaitent une diminution de ces dépenses (19 %), dans une proportion de deux pour un. Néanmoins, la proportion de ceux qui préfèrent augmenter les dépenses pour les services de garde d'enfants est plus faible que pour chacun des autres services mentionnés.

Figure 6

Priorités des dépenses publiques



Q: En gardant à l'esprit qu'une augmentation des services pourrait signifier une augmentation des impôts, pensez-vous que les gouvernements au Canada devraient dépenser plus, moins ou autant dans chacun des domaines suivants?

**Toutes les répondantes et tous les répondants ont été interrogés soit sur les services sociaux pour les personnes âgées, soit sur les services sociaux pour les enfants et les adolescent(e)s (choisis au hasard).*

Les Canadiennes et Canadiens sont plus susceptibles d'être en faveur de l'augmentation des dépenses en matière de soins de santé (71 %), suivie par l'augmentation des dépenses en matière de services sociaux pour les personnes âgées (57 %), de logement (56 %) et d'éducation (50 %). Ils sont un peu moins nombreux à être en faveur d'une augmentation des dépenses pour les services sociaux destinés aux personnes à faible revenu (46 %) et pour les services sociaux destinés aux enfants et aux adolescentes et adolescents (43 %). Vient ensuite la proportion de personnes en faveur de l'augmentation des dépenses pour les services de garde d'enfants (40 %).

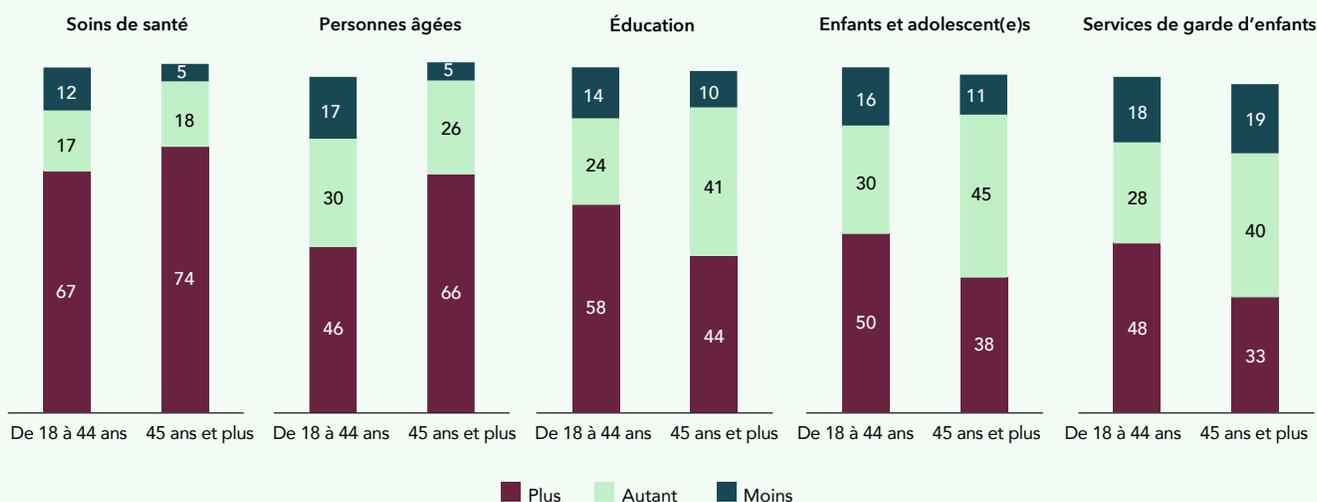


L'âge est un facteur important à prendre en compte dans l'examen de ces priorités pour les dépenses, de deux façons. Tout d'abord, les domaines les plus pertinents pour les personnes plus âgées – soit les soins de santé et les services sociaux pour les personnes âgées – sont en haut de la liste, tandis que les domaines les plus pertinents pour les jeunes adultes – soit les services sociaux pour les enfants et les adolescentes et adolescents ainsi que les services de garde d'enfants – sont en bas de la liste.

Deuxièmement, dans la plupart des cas, la proportion de personnes en faveur d’une augmentation des dépenses pour chaque service diffère significativement selon l’âge. Dans deux domaines – soit les soins de santé et les services sociaux pour les personnes âgées – le soutien à l’augmentation des dépenses est plus élevé chez les personnes plus âgées (45 ans et plus) que chez les jeunes (de 18 à 44 ans). Dans trois autres domaines – soit l’éducation, les services sociaux pour les enfants et les adolescentes et adolescents ainsi que les services de garde d’enfants – c’est l’inverse qui se produit, le soutien à l’augmentation des dépenses étant plus élevé chez les personnes plus jeunes.

Il convient en particulier de souligner que les Canadiennes et Canadiens plus âgés sont beaucoup plus susceptibles d’être en faveur de l’augmentation des dépenses pour les personnes âgées (66 %) que pour les enfants et les adolescentes et adolescents (38 %), et beaucoup plus susceptibles d’être en faveur de l’augmentation des dépenses pour les soins de santé (74 %) que pour les services de garde d’enfants (33 %).

Figure 7
Priorités des dépenses publiques, par âge



En gardant à l’esprit qu’une augmentation des services pourrait signifier une augmentation des impôts, pensez-vous que les gouvernements au Canada devraient dépenser plus, moins ou autant dans chacun des domaines suivants?

**Toutes les répondantes et tous les répondants ont été interrogés soit sur les services sociaux pour les personnes âgées, soit sur les services sociaux pour les enfants et les adolescent(e)s (choisis au hasard).*

Les différences régionales dans les priorités pour les dépenses sont, en comparaison, relativement modestes. Les Canadiennes et Canadiens de l’Atlantique sont souvent les plus susceptibles d’être en faveur de l’augmentation des dépenses – c’est le cas, par exemple, pour les soins de santé (80 % des Canadiennes et Canadiens de l’Atlantique sont en faveur d’une augmentation des dépenses, contre 71 % en moyenne au Canada), les services sociaux pour les personnes âgées (67 %, contre 57 %) et les services de garde d’enfants (48 %, contre 40 %).

Mesures politiques pour rendre la vie plus abordable pour les parents

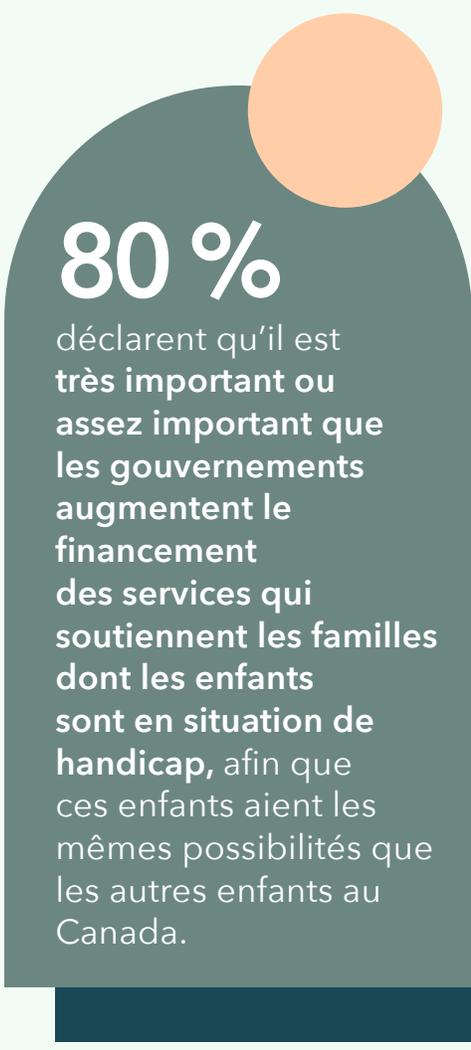
En ce qui concerne l'objectif plus général consistant à rendre la vie plus abordable pour les parents de jeunes enfants, les gouvernements pourraient adopter un certain nombre d'approches différentes. Ils pourraient, par exemple, augmenter les prestations versées directement aux parents, réduire les impôts pour les parents ou subventionner la mise en place de programmes de garde d'enfants.

Sur une liste de six mesures données dans le sondage – présentées comme des mesures que les gouvernements du Canada pourraient prendre pour rendre la vie plus abordable pour les parents de jeunes enfants – les Canadiennes et Canadiens sont plus susceptibles d'être en faveur de celle qui s'adresse spécifiquement aux parents dont les enfants sont en situation de handicap :

- 80 % déclarent qu'il est très important ou assez important que les gouvernements augmentent le financement des services qui soutiennent les familles dont les enfants sont en situation de handicap, afin que ces enfants aient les mêmes possibilités que les autres enfants au Canada, dont 42 % qui déclarent que c'est très important.

Les deux autres mesures les plus populaires sont les suivantes :

- Augmenter le financement des milieux de garde, afin qu'ils puissent créer plus de places en service de garde et réduire les frais de garde que doivent payer les parents pour leurs enfants : 73 % des personnes interrogées déclarent que cette mesure est très importante ou assez importante, dont 33 % qui déclarent qu'elle est très importante.
- Réduire le taux général d'impôts sur le revenu, afin que toutes les Canadiennes et tous les Canadiens paient un peu moins d'impôts au gouvernement : 71 % des personnes interrogées déclarent que cette mesure est très importante ou assez importante, dont 36 % qui déclarent qu'elle est très importante.

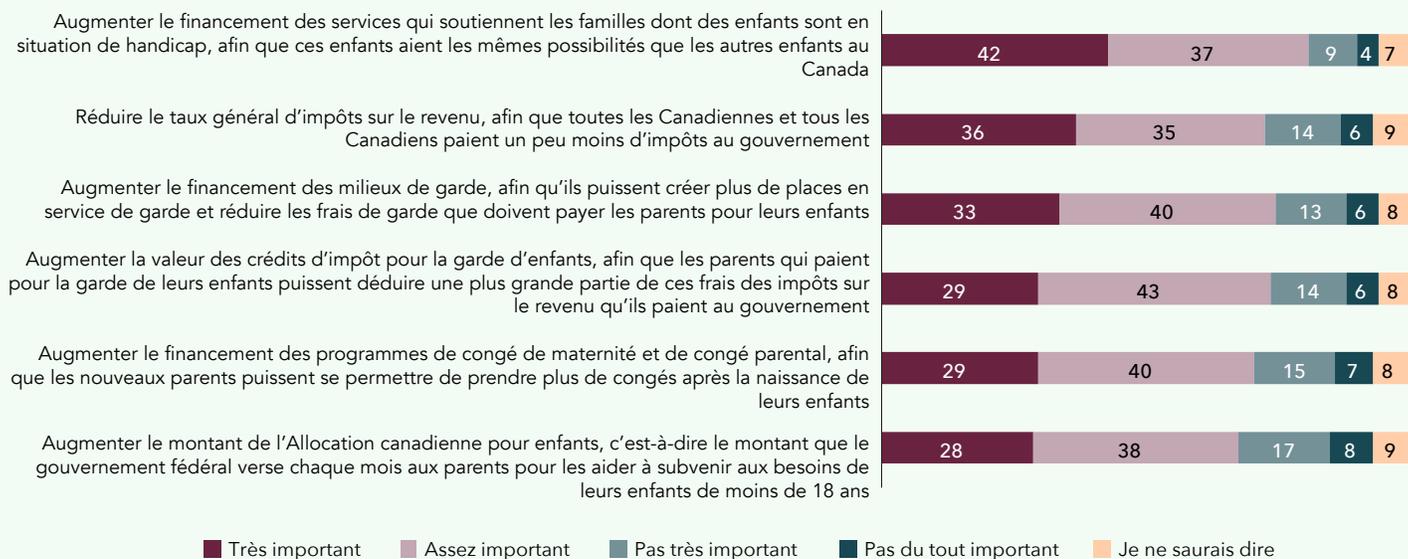


80 %

déclarent qu'il est **très important ou assez important** que les gouvernements augmentent le financement des services qui soutiennent les familles dont les enfants sont en situation de handicap, afin que ces enfants aient les mêmes possibilités que les autres enfants au Canada.

Figure 8

Options de dépenses publiques pour rendre la vie plus abordable pour les parents



Q: La prochaine question porte sur ce que pourraient faire les gouvernements au Canada afin de rendre la vie plus abordable pour les parents de jeunes enfants. Selon vous, afin de rendre la vie plus abordable pour les parents de jeunes enfants, est-il très important, assez important, pas très important ou pas du tout important que les gouvernements au Canada consacrent des fonds à chacune des mesures suivantes?

Les trois autres mesures bénéficient d'un soutien un peu moins fort, même si de nettes majorités les considèrent comme au moins assez importantes :

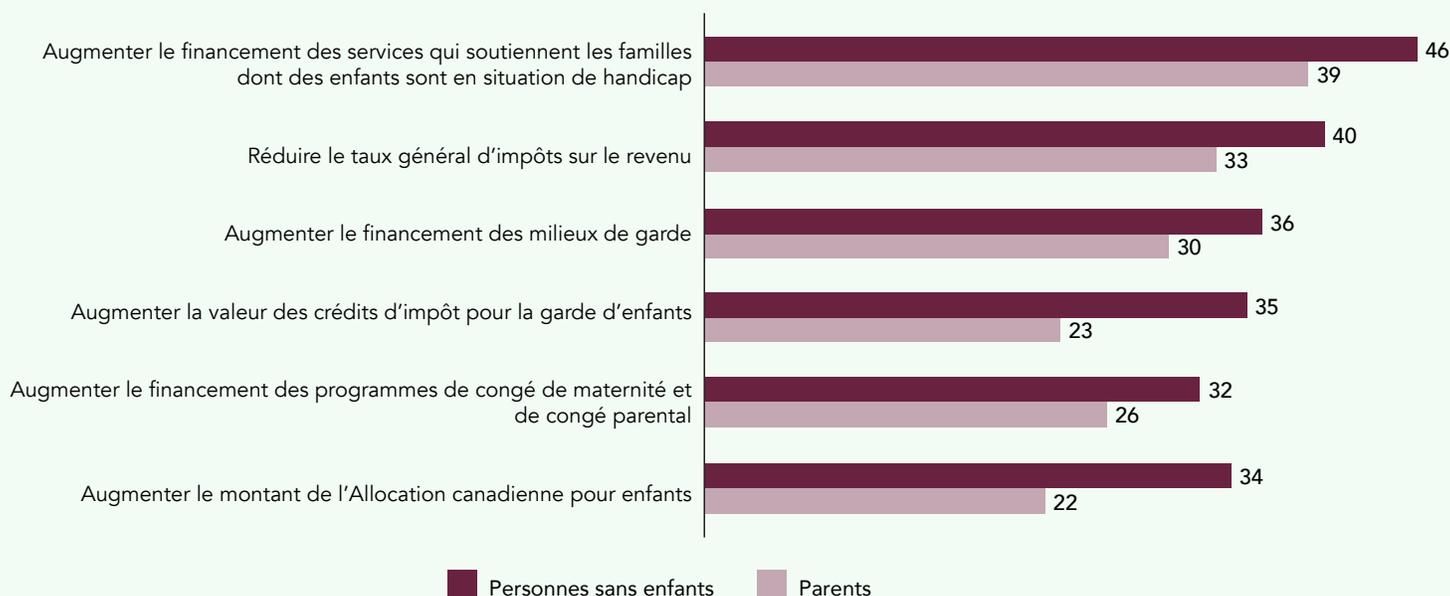
- **Augmenter la valeur des crédits d'impôt pour la garde d'enfants**, afin que les parents qui paient pour la garde de leurs enfants puissent déduire une plus grande partie de ces frais des impôts sur le revenu qu'ils paient au gouvernement : 72 % des personnes interrogées déclarent que cette mesure est très importante ou assez importante, dont 29 % qui déclarent qu'elle est très importante.
- **Augmenter le financement des programmes de congé de maternité et de congé parental**, afin que les nouveaux parents puissent se permettre de prendre plus de congés après la naissance de leurs enfants : 70 % des personnes interrogées déclarent que cette mesure est très importante ou assez importante, dont 29 % qui déclarent qu'elle est très importante.
- **Augmenter le montant de l'Allocation canadienne pour enfants**, c'est-à-dire le montant que le gouvernement fédéral verse chaque mois aux parents pour les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants de moins de 18 ans : 67 % des personnes interrogées déclarent que cette mesure est très importante ou assez importante, dont 28 % qui disent que cette mesure est très importante.

Chacune de ces différentes mesures politiques est plus susceptible d'être considérée comme très importante par les parents, comparativement à ceux qui n'ont pas d'enfants – et par les parents plus jeunes ou les parents ayant des enfants plus jeunes en particulier.

Cela ne va pas nécessairement de soi : il est possible d'imaginer un scénario dans lequel certains types de politiques de soutien aux parents intéresseraient davantage ceux qui ne peuvent qu'imaginer ce que c'est que d'élever des enfants, tandis que d'autres intéresseraient davantage ceux qui en ont l'expérience directe. Toutefois, ce n'est pas le cas : toutes les politiques – qu'il s'agisse de transferts directs aux parents, d'un financement accru des milieux de garde ou d'une réduction des impôts – intéressent davantage ceux qui ont eux-mêmes des enfants, surtout si ces derniers sont encore à la maison.

Figure 9

Options de dépenses publiques pour rendre la vie plus abordable pour les parents (parents et personnes sans enfants)



Q: La prochaine question porte sur ce que pourraient faire les gouvernements au Canada afin de rendre la vie plus abordable pour les parents de jeunes enfants. Selon vous, afin de rendre la vie plus abordable pour les parents de jeunes enfants, est-il très important, assez important, pas très important ou pas du tout important que les gouvernements au Canada consacrent des fonds à chacune des mesures suivantes?

De même, chacune des six politiques est plus susceptible d'être considérée comme très importante par les parents qui ont du mal à joindre les deux bouts que par les parents ayant des revenus plus confortables.

Ces résultats suggèrent donc que, du point de vue du public dans son ensemble – et des parents plus spécifiquement – différentes politiques telles que l’augmentation des dépenses pour les milieux de garde, l’augmentation des prestations versées directement aux parents de jeunes enfants, des crédits d’impôt plus généreux pour les parents ou des réductions d’impôt plus générales, ne sont pas perçues comme des mesures en concurrence les unes avec les autres. Chacune d’entre elles est considérée par une majorité comme étant au moins assez importante. Et les personnes qui sont plus en faveur de l’une de ces politiques ont tendance à être plus en faveur des autres également.

Ce point peut également être illustré en examinant de plus près les opinions sur deux des mesures : l’augmentation du financement des milieux de garde et la réduction du taux général d’impôt sur le revenu. Ces deux éléments recueillent des niveaux de soutien similaires, 73 % des personnes interrogées estimant qu’il est très important ou assez important d’augmenter le financement des milieux de garde et 71 % estimant qu’il est important de réduire les impôts. Nous pouvons ajouter qu’une majorité de répondantes et répondants (57 %) déclare que les deux mesures sont très importantes ou assez importantes. En comparaison, seulement 12 % des personnes interrogées estiment que les réductions d’impôts sont importantes, mais pas l’augmentation du financement des milieux de garde d’enfants; et 13 % sont d’un avis contraire, en faveur de l’augmentation du financement des milieux de garde d’enfants, mais pas des réductions d’impôts. La tendance est la même pour les parents âgés de 18 à 44 ans, 64 % d’entre eux estimant que les deux mesures sont très importantes ou assez importantes.

Tableau 1

Appui combiné pour deux mesures politiques : « augmenter le financement des milieux de garde » et « réduire le taux général d’impôt sur le revenu »

Mesure	Total	Parents âgés de 18 à 44
Les deux mesures sont importantes	57 %	64 %
Les réductions d’impôts sont importantes / l’augmentation du financement des milieux de garde n’est pas importante	12 %	9 %
L’augmentation du financement des milieux de garde est importante / les réductions d’impôts ne sont pas importantes	13 %	13 %
Aucune de ces mesures n’est importante	7 %	8 %
« Je ne saurais dire » pour l’une ou l’autre de ces mesures	12 %	5 %

Financement des milieux de garde ou allègements fiscaux

Il est naturel que les citoyennes et citoyens appuient à la fois les dépenses pour les programmes sociaux et la réduction des impôts, puisqu'ils ne sont pas directement responsables de la conciliation de priorités concurrentes. Les gouvernements, en revanche, doivent faire des choix dans le contexte de ressources limitées.

Afin de tester davantage les priorités du public, le sondage comprenait une question qui obligeait à faire un choix : soit maintenir le financement public des milieux de garde (afin de réduire les frais de garde pour les parents qui y ont recours), soit supprimer ce financement en faveur d'un autre objectif concurrent. Dans un scénario, l'autre objectif était d'accorder à tous les parents une réduction de leurs impôts, tandis que dans un deuxième scénario, il s'agissait de permettre aux gouvernements de dépenser davantage pour d'autres programmes (chaque participante et participant au sondage s'est vu présenter l'un des deux scénarios, choisi au hasard).

Dans chaque scénario, la préférence pour le maintien du financement public des services de garde d'enfants l'emporte largement sur l'autre option, qu'il s'agisse de réductions d'impôts ou de dépenses dans d'autres domaines :

- **Dans le premier scénario, 61 % des Canadiennes et Canadiens préféreraient que le gouvernement continue à financer les services de garde d'enfants,** contre 26 % qui préféreraient supprimer ce financement et accorder à la place un allègement fiscal à tous les parents.
- **Dans le deuxième scénario, 66 % des Canadiennes et Canadiens préféreraient que le gouvernement continue à financer les services de garde d'enfants,** contre 21 % qui préféreraient supprimer ce financement et consacrer plus d'argent à d'autres programmes.



Tableau 2

Maintien ou suppression du financement public des services de garde d'enfants

Scénario 1 : Les gouvernements pourraient se permettre d'accorder un allègement fiscal		Scénario 2 : Les gouvernements pourraient consacrer plus d'argent à d'autres programmes	
Parmi les choix suivants, lequel préférez-vous?			
Maintenir le financement public des services de garde, afin de réduire les frais de garde pour les parents qui y ont recours	61 %	Maintenir le financement public des services de garde, afin de réduire les frais de garde	66 %
Éliminer le financement public des services de garde, afin de permettre à tous les parents de réduire leurs impôts	26 %	Éliminer le financement public des services de garde, afin que les gouvernements puissent consacrer plus d'argent à d'autres programmes	21 %
Je ne saurais dire	12 %	Je ne saurais dire	13 %

Q: Comme vous le savez peut-être, les gouvernements au Canada subventionnent actuellement des milieux de services de garde afin qu'ils puissent réduire les frais que les parents doivent payer pour la garde de leurs enfants. Si ces subventions étaient éliminées, les frais de garde que doivent payer les parents augmenteraient probablement, mais les gouvernements pourraient se permettre d'accorder un allègement fiscal aux parents. Parmi les choix suivants, lequel préférez-vous?

La proportion de personnes en faveur du maintien du financement public des services de garde d'enfants plutôt que d'un allègement fiscal pour tous les parents est plus élevée chez les parents (67 %) que chez les personnes sans enfants (56 %), et est particulièrement élevée chez les parents de moins de 45 ans (76 %) et chez les parents ayant un enfant de moins de six ans à la maison (79 %). Il convient toutefois de noter que tous les groupes identifiés dans l'enquête sont largement en faveur du financement des services de garde d'enfants plutôt que des réductions d'impôts. Cela inclut les parents qui n'ont pas utilisé ou n'utilisent pas les milieux de garde comme principale forme de garde d'enfants (60 % de ce groupe choisiraient de maintenir le financement gouvernemental pour la garde d'enfants, contre 27 % qui supprimeraient ce financement en faveur d'un allègement fiscal).

La proportion de personnes en faveur du maintien du financement public des services de garde d'enfants plutôt que d'un allègement fiscal ne varie pas de manière significative entre les différentes régions du pays.

La préférence pour le maintien du financement des services de garde d'enfants comparativement aux réductions d'impôts est également remarquable si l'on considère le contexte plus large de l'attitude du public à l'égard du gouvernement et des impôts. Au cours des dernières années, la proportion de Canadiennes et de Canadiens qui affirment que les gouvernements ont un impact négatif plutôt que positif sur la vie de la plupart des gens a augmenté, tout comme la proportion de ceux qui considèrent les impôts comme une chose essentiellement négative plutôt qu'essentiellement positive. Malgré cela, remplacer le financement des services de garde d'enfants par des allègements fiscaux pour les parents n'est l'option préférée que d'une personne sur quatre.

Il est vrai que les personnes qui ont une opinion plus positive du gouvernement et des impôts sont plus susceptibles que celles qui ont une opinion négative d'être en faveur du maintien du financement public des services de garde d'enfants. Néanmoins, même une majorité des personnes qui affirment que l'impact du gouvernement est essentiellement négatif préfère maintenir le financement des services de garde d'enfants plutôt que les allègements fiscaux pour les parents; il en va de même pour les personnes qui affirment que les impôts sont essentiellement une chose négative.

Tableau 3

Maintien ou suppression du financement public des services de garde d'enfants, en fonction de l'opinion sur le gouvernement et les impôts

	Maintenir le financement public des services de garde, afin de réduire les frais de garde pour les parents qui y ont recours	Éliminer le financement public des services de garde, afin de permettre à tous les parents de réduire leurs impôts	Je ne saurais dire
Les gouvernements ont un impact positif sur la vie de la plupart des gens	76	17	7
Les gouvernements ont un impact négatif sur la vie de la plupart des gens	58	34	8
Les impôts sont plutôt quelque chose de positif	70	22	8
Les impôts sont plutôt quelque chose de négatif	56	34	10

Partie 3 :

Des services de garde d'enfants abordables et accessibles

Introduction

Une personne sur deux au Canada a entendu ou lu quelque chose au sujet du programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE). Des majorités de parents et de personnes sans enfants

appuient ce programme. Parallèlement, l'accès à des services de garde d'enfants abordables est la forme d'aide la plus fréquemment citée comme élément qui faciliterait la vie des parents de jeunes enfants.



Accéder aux services de garde d'enfants

L'accès à des services de garde d'enfants abordables et de qualité est-il considéré comme un problème important au Canada? Pour répondre à cette question, le sondage a demandé aux Canadiennes et Canadiens s'ils pensaient qu'il était facile ou difficile pour les parents de jeunes enfants de trouver les services de garde dont ils ont besoin.

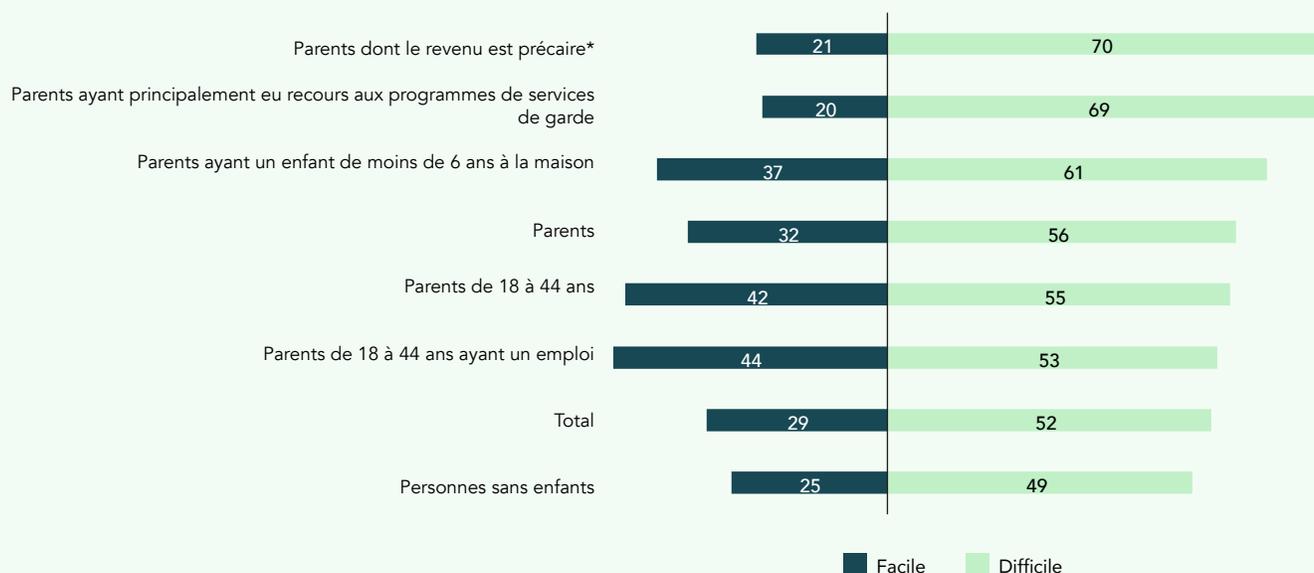
Les Canadiennes et Canadiens sont beaucoup plus susceptibles de croire qu'il est difficile qu'il est facile pour les parents de leur communauté de trouver des services de garde pour leurs jeunes enfants qui soient à la fois abordables et de bonne qualité. Cette constatation s'applique à la fois à ceux qui ont eux-mêmes de jeunes enfants ou qui ont eu recours à de tels services de garde, et à ceux qui ont une expérience moins directe de la question.

Parmi toutes les Canadiennes et tous les Canadiens, environ une personne sur deux (52 %) déclare qu'il est très difficile ou assez difficile pour les parents de trouver ce type de service de garde, contre 29 % qui déclarent que c'est assez facile ou très facile (19 % des personnes interrogées ne se prononcent pas).

Figure 10

Est-il facile ou difficile de trouver dans votre communauté un service de garde abordable et de qualité?

Q: Selon vous, dans quelle mesure est-il facile ou difficile de trouver dans votre communauté un service



de garde à la fois abordable et de qualité pour les enfants qui ne sont pas encore en âge d'aller à l'école? Est-ce très facile, assez facile, assez difficile ou très difficile?

*Les parents dont le revenu est précaire sont définis comme ceux qui décrivent le revenu de leur ménage en répondant « Il n'est pas suffisant et j'ai de graves difficultés financières ».

Les parents (56 %) sont plus susceptibles que les personnes sans enfants (49 %) de dire qu'il est difficile de trouver des services de garde d'enfants dans leur communauté. Cependant, les parents (32 %) sont également un peu plus susceptibles que les personnes sans enfants (25 %) de dire qu'il est facile de trouver des services de garde d'enfants. C'est le cas parce que les parents (12 %) sont également beaucoup moins susceptibles que les personnes sans enfants (26 %) de ne pas exprimer d'opinion.



Plusieurs groupes spécifiques de parents sont plus susceptibles que la moyenne de dire qu'il est difficile de trouver dans leur communauté des services de garde d'enfants qui soient à la fois abordables et de bonne qualité. Il s'agit notamment des parents dont le revenu est précaire (70 % d'entre eux disent que c'est difficile), des parents qui ont principalement eu recours à des services de garde ou à des écoles maternelles pour la garde de leurs enfants lorsqu'ils étaient en bas âge (69 %), et des parents ayant au moins un enfant à la maison âgé de moins de six ans (61 %)¹.

Dans toutes les régions, des majorités de parents affirment qu'il est difficile de trouver des services de garde d'enfants dans leur communauté, ce chiffre étant légèrement supérieur à la moyenne dans les provinces de l'Atlantique (60 %) et légèrement inférieur à la moyenne au Québec (52 %).

Dans toutes les régions, des majorités de parents affirment qu'il est difficile de trouver des services de garde d'enfants dans leur communauté.

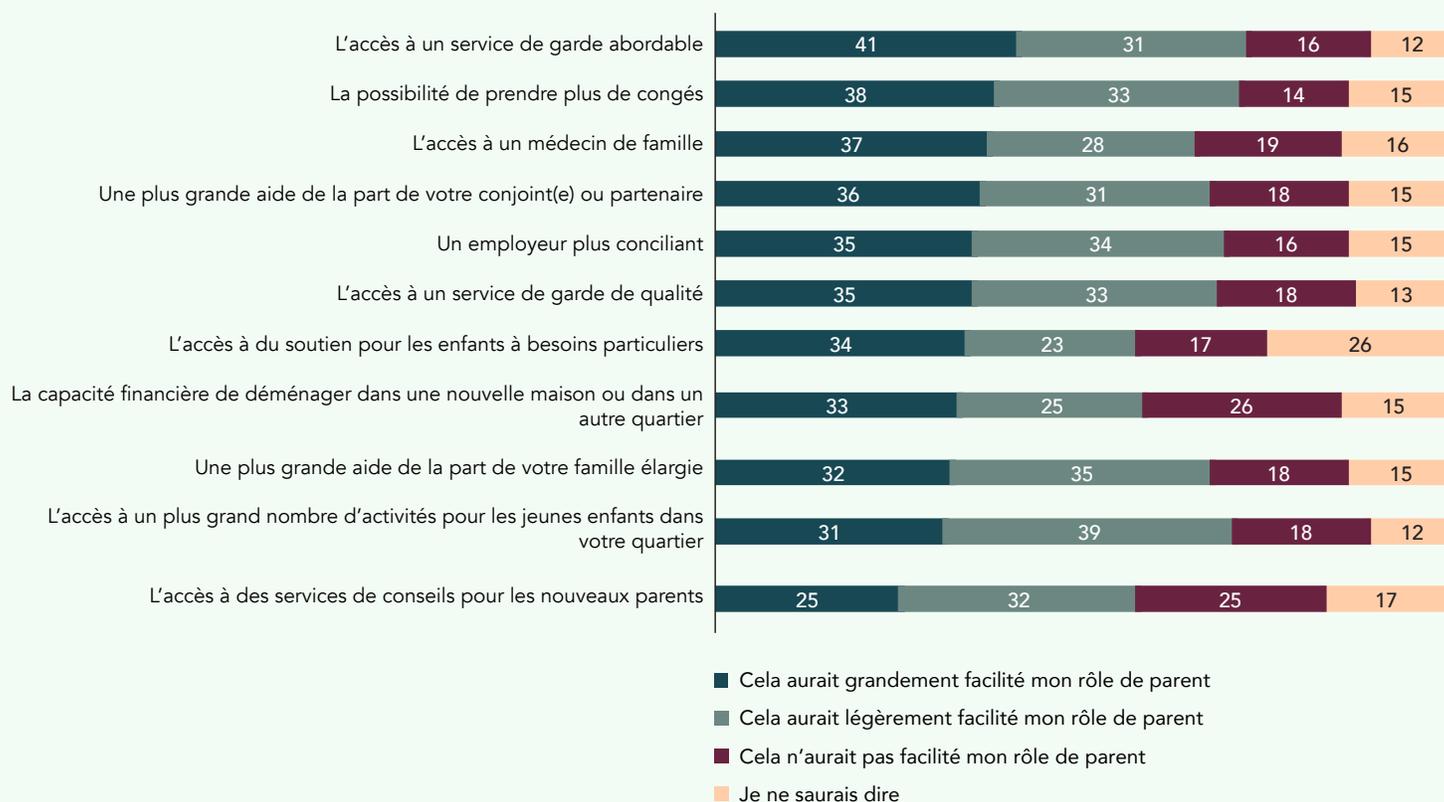
1 Dans le présent rapport, les parents en situation de précarité sont définis comme ceux qui décrivent le revenu de leur ménage en répondant « Il n'est pas suffisant et j'ai de graves difficultés financières ».

Faciliter le rôle des parents

Malgré les joies et les satisfactions que procure le fait d'avoir des enfants, les parents sont confrontés à de nombreux défis, notamment celui de dormir suffisamment lorsque leurs enfants sont très jeunes, de jongler avec les responsabilités à la maison et au travail, et de couvrir les coûts auxquels les familles en pleine croissance doivent faire face. Bien que nombre de ces défis puissent être anticipés, un peu plus d'un parent sur trois au Canada (35 %) déclare néanmoins qu'élever de jeunes enfants a été plus difficile que ce à quoi il s'attendait. En comparaison, 30 % des parents disent que c'était à peu près ce à quoi ils s'attendaient, et 19 % disent que c'était plus facile que ce à quoi ils s'attendaient. Les mères (39 %) sont plus susceptibles que les pères (31 %) de dire qu'il a été plus difficile que prévu d'élever de jeunes enfants. Parmi les mères âgées de 18 à 44 ans, la proportion de celles qui trouvent que c'est plus difficile que prévu atteint 44 %.

Figure 11

Faciliter le rôle de parent



Q: En pensant à votre propre expérience comme parent d'un jeune enfant, les éléments suivants auraient-ils grandement facilité votre rôle de parent, l'auraient-ils légèrement facilité, ou n'auraient-ils pas fait une grande différence?

41 %

des parents affirment que **l'accès à un service de garde abordable** aurait grandement facilité leur rôle de parent d'un jeune enfant.

Les parents ont ensuite été invités à indiquer si chacun des 11 types de services ou d'aide aurait facilité leur rôle de parent. Dans chaque cas, une majorité de parents a déclaré que ces services ou aides auraient été utiles dans une certaine mesure – en facilitant grandement ou légèrement leur rôle de parent.

Parmi les 11 éléments mentionnés, les parents sont plus susceptibles de dire que l'accès à des services de garde d'enfants abordables leur aurait facilité la tâche en tant que parents d'un jeune enfant : 41 % d'entre eux déclarent que cela leur aurait grandement facilité la tâche, et un autre 31 % déclarent que cela leur aurait légèrement facilité la tâche.

Plusieurs autres types d'aide sont considérés par presque autant de parents comme très utiles, notamment la possibilité de prendre davantage de congés (38 %), l'accès à un médecin de famille (37 %) et une plus grande aide de la part de leur conjoint(e) ou partenaire (36 %).

Les parents plus jeunes et les parents d'enfants plus jeunes sont particulièrement susceptibles de dire que l'accès à des services de garde d'enfants abordables aurait rendu leur rôle de parent beaucoup plus facile pour eux personnellement. C'est le cas de 51 % des parents âgés de 18 à 44 ans (et de 54 % des mères de cette tranche d'âge), et de 55 % des parents ayant au moins un enfant de moins de six ans à la maison. Les parents en situation de précarité (55 %) sont également plus susceptibles que la moyenne de dire que l'accès à des services de garde d'enfants abordables aurait grandement facilité leur rôle de parent.



Le programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE)

Au cours des dernières années, les gouvernements du Canada ont alloué davantage de fonds aux services de garde d'enfants, reconnaissant ainsi l'importance de services de garde abordables et de qualité pour les parents et les enfants, ainsi que les difficultés auxquelles les familles peuvent être confrontées pour accéder à ces programmes.

Une initiative récente a été le programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE), aux termes duquel le gouvernement fédéral verse des fonds aux provinces et aux territoires afin qu'ils puissent à leur tour travailler avec des fournisseurs pour offrir aux parents plus de places en service de garde à 10 \$ par jour en moyenne.

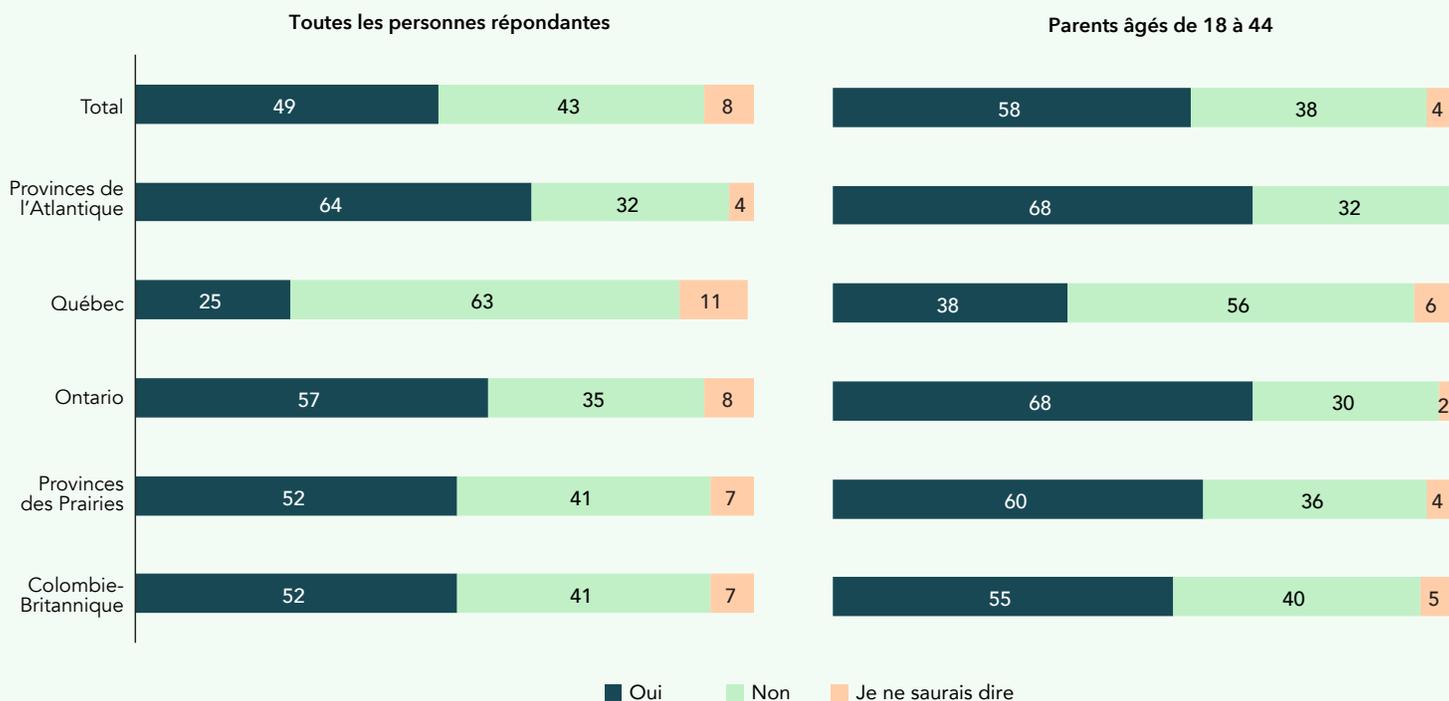
Au moment du sondage, au début de 2025, une Canadienne ou un Canadien sur deux (49 %) a déclaré avoir entendu ou lu quelque chose à propos du programme, tandis qu'un peu moins (43 %) n'en avaient pas entendu parler (8 % supplémentaires n'étaient pas sûrs). Chez les parents, la proportion de ceux qui avaient entendu parler du programme était plus élevée, soit 57 % (ou 58 % chez les parents âgés de 18 à 44 ans). Les parents ayant au moins un enfant de moins de six ans à la maison étaient quelque peu plus susceptibles d'avoir entendu parler du programme (61 %).

L'offre du nouveau financement fédéral a été moins visible au Québec, où la province finance depuis de nombreuses années son propre programme de services de garde d'enfants à prix abordable. Il n'est donc pas surprenant que moins de Québécoises et de Québécois aient entendu parler du programme d'AGJE : seulement 38 % des parents québécois âgés de 18 à 44 ans en avaient entendu parler, contre 64 % des parents d'autres parties du pays.

Le programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE), aux termes duquel le gouvernement fédéral verse des fonds aux provinces et aux territoires afin qu'ils puissent à leur tour travailler avec des fournisseurs pour offrir aux parents plus de places en service de garde à 10 \$ par jour en moyenne.

Figure 12

Connaissance du programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE)



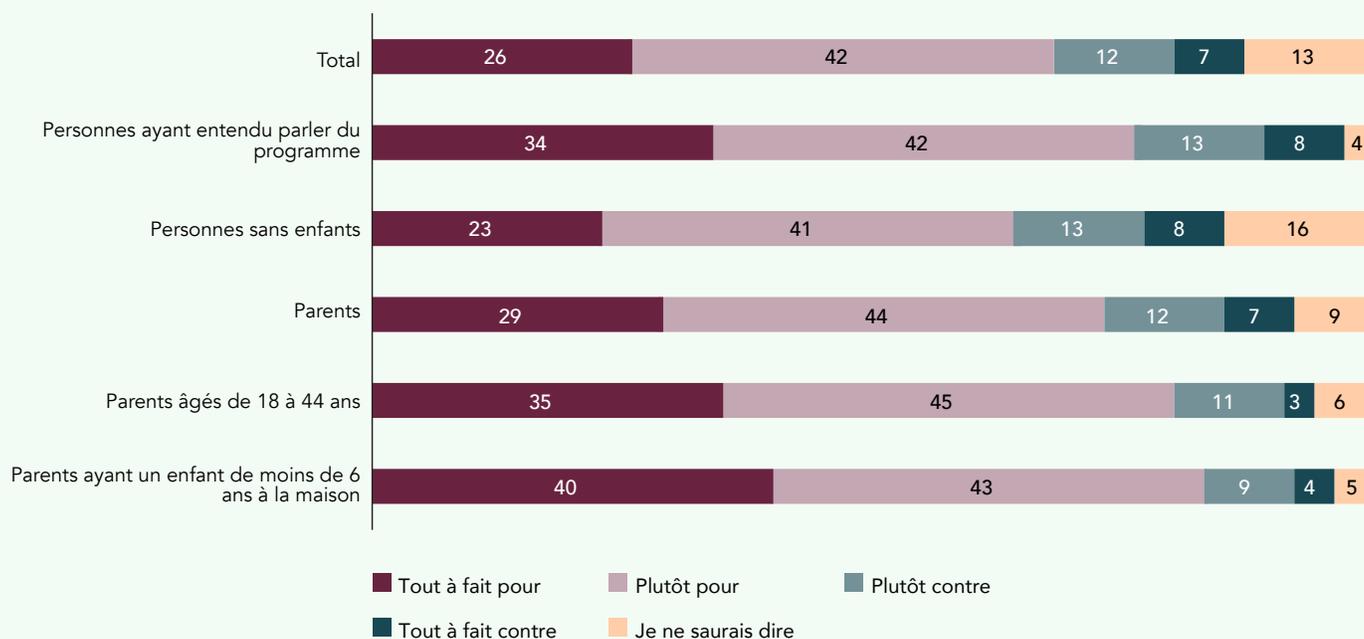
Q: Récemment, le gouvernement fédéral a lancé le programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE), qui verse des fonds aux provinces afin qu'elles puissent offrir aux parents des places en service de garde à 10 \$ par jour en moyenne. Avez-vous entendu ou lu quoi que ce soit à propos de ce programme?

La connaissance du programme est plus élevée chez les parents à revenus élevés que chez les parents à faibles revenus, même si ce sont surtout les familles à faibles revenus qui bénéficient des mesures visant à subventionner les frais de garde d'enfants.

Indépendamment de leur niveau de connaissance, une majorité de Canadiennes et de Canadiens appuient le programme. Environ sept personnes sur dix (68 %) affirment qu'elles sont tout à fait pour le programme ou plutôt pour le « programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE), qui verse des fonds aux provinces afin qu'elles puissent offrir aux parents des places en service de garde à 10 \$ par jour en moyenne ». Seulement 19 % des personnes interrogées s'y opposent et 13 % ne se prononcent pas. L'appui ne varie pas de manière significative selon les régions du pays.

Figure 13

Soutien à l'égard du programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE)



Q: Et êtes-vous personnellement pour ou contre le programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE) du gouvernement fédéral, qui verse des fonds aux provinces afin qu'elles puissent offrir aux parents des places en service de garde à 10 \$ par jour en moyenne?

Le programme bénéficie de l'appui d'une majorité de parents (73 %) et de personnes sans enfants (63 %). L'appui est particulièrement élevé chez les parents âgés de 18 à 44 ans (80 %) et chez les parents ayant au moins un enfant de moins de six ans à la maison (82 %).

Les personnes qui connaissent le programme sont également plus en faveur de celui-ci : parmi les personnes qui ont entendu ou lu quelque chose sur le programme, 75 % disent qu'elles sont tout à fait pour ou plutôt pour le programme. Toutefois, une majorité de personnes qui n'en ont pas entendu parler (66 %) est également en faveur du programme.

L'appui envers le programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants ne diffère pas entre les personnes qui pensent qu'il est facile (75 %) et celles qui pensent qu'il est difficile (74 %) pour les parents de leur communauté de trouver des services de garde d'enfants abordables et de bonne qualité. Cependant, le niveau d'appui diffère en fonction des opinions sur les avantages des services de garde pour les enfants. L'appui est beaucoup plus élevé parmi ceux qui disent que les enfants bénéficient beaucoup (81 %) ou un peu (70 %) de la fréquentation de services de garde d'enfants en dehors de la maison, comparativement à celles qui disent que les enfants n'en bénéficient pas vraiment ou pas du tout (48 %).

Des majorités dans chaque cas – c'est-à-dire à la fois les personnes qui sont en faveur d'un gouvernement de plus grande taille et celles qui ne le sont pas – appuient le programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE).

Enfin, les opinions sur le programme sont liées, comme prévu, aux opinions sur le rôle du gouvernement. L'appui est plus élevé chez les Canadiennes et Canadiens qui sont en faveur d'un gouvernement de plus grande taille offrant plus de services (81 %), comparativement à ceux qui sont en faveur d'un gouvernement de plus petite taille offrant moins de services (55 %); chez ceux qui pensent que les gouvernements ont un impact positif sur la vie de la plupart des gens (82 %), comparativement à ceux qui pensent que les gouvernements ont un impact négatif (63 %); et chez ceux qui considèrent les impôts comme plutôt quelque chose de positif (78 %), comparativement à ceux qui considèrent les impôts comme plutôt quelque chose de négatif (63 %). Il importe cependant de noter que des majorités dans chaque cas – c'est-à-dire à la fois les personnes qui sont en faveur d'un gouvernement de plus grande taille et celles qui ne le sont pas – appuient le programme pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE).



Conclusion



Conclusion

Au Canada, le public est largement en faveur des services de garde d'enfants. Un peu plus de quatre Canadiennes et Canadiens sur cinq s'accordent à dire que leur vision du Canada inclut l'accessibilité à des services de garde abordables et de haute qualité pour les jeunes enfants pour tous les parents qui en ont besoin. En outre, une majorité d'entre eux approuvent le fait que le gouvernement fédéral finance les provinces pour qu'elles puissent offrir des services de garde d'enfants à un coût moyen de 10 \$ par jour.

Les gouvernements sont inévitablement confrontés à des demandes concurrentes. En plus d'exprimer leur appui envers les programmes de garde d'enfants, les Canadiennes et Canadiens considèrent également que la réduction des impôts, d'une part, et l'augmentation des dépenses en santé, d'autre part, sont des priorités. Néanmoins, dans une comparaison directe entre les réductions d'impôts et le maintien des dépenses publiques pour la garde d'enfants, c'est la garde d'enfants qui ressort comme la réponse la plus populaire.

Dans une comparaison directe entre les réductions d'impôts et le maintien des dépenses publiques pour la garde d'enfants, c'est la garde d'enfants qui ressort comme la réponse la plus populaire.

Dans le cas de l'appui du public envers les dépenses en santé, il importe de noter la manière dont les opinions varient en fonction de l'âge. Des majorités de Canadiennes et de Canadiens de toutes les tranches d'âge sont favorables à l'augmentation des dépenses en santé, mais la mesure dans laquelle la préférence pour les dépenses en santé l'emporte sur celle pour les services de garde d'enfants augmente avec l'âge. Les Canadiennes et Canadiens plus âgés sont plus déterminés dans leurs préoccupations en matière de soins de santé, tandis que les Canadiennes et Canadiens plus jeunes ont le sentiment d'avoir plus de points à couvrir. En cherchant le bon équilibre dans les dépenses publiques, les gouvernements devraient garder à l'esprit le besoin d'équité entre les générations.

Enfin, le sondage national du YMCA-YWCA sur la politique en matière de garde d'enfants au Canada révèle que l'accès à des services de garde d'enfants abordables figure en tête de liste des choses qui, selon les parents, auraient facilité leur rôle de parents de jeunes enfants. Cette constatation peut continuer à motiver les YMCA et YWCA locaux qui poursuivent leur travail pour répondre à ce besoin.



**Enviro
nics
Institute**
For Survey Research



À vous de briller **Y**.